

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Modele-de-lettre-a-envoyer-aux-candidats-elus>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Le nucléaire tue l'avenir, arrêtons-le ! > Agissez avec nous ! > Municipales 2020 : Interpellez les élus et candidats pour leur demander de s'opposer aux nouveaux projets nucléaires > **Modèle de lettre à envoyer aux candidats/élus**

17 février 2020

Modèle de lettre à envoyer aux candidats/élus

L'urgence climatique et écologique exige que notre pays tourne le dos aux énergies du passé pour s'engager résolument dans une transition basée sur la sobriété, les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Mais faisant fi de cette nécessité, l'industrie nucléaire entend nous imposer ses projets.

Ainsi, vous n'êtes pas sans savoir **qu'EDF, avec le soutien de l'État, entend construire 6 réacteurs nucléaires EPR sur trois sites différents,.. dont peut-être un dans votre région ?**

Un tel projet signifierait vivre avec le risque atomique pendant encore des décennies, sachant que l'Autorité de sûreté nucléaire elle-même répète que nul ne peut garantir qu'un accident nucléaire ne surviendra pas en France. Le périmètre des « Plans particuliers d'intervention », faisant l'objet d'une évacuation, a récemment été fixé à 20 kilomètres autour des sites nucléaires. Mais comme l'a montré une étude suisse parue en 2019, en cas d'accident, les retombées radioactives ne se limiteraient pas aux communes limitrophes, mais pourraient s'étendre sur des centaines, voire des milliers de kilomètres. La responsabilité financière d'EDF serait alors dérisoire et les villes et villages concernés devraient vivre avec cette contamination pour des générations. Et alors qu'on assiste déjà à un désengagement de l'État dans de nombreux territoires, notamment ruraux, qu'en serait-il en cas d'accident nucléaire ?

Par ailleurs, **sur certains territoires spécifiques, l'industrie nucléaire veut développer de nouveaux sites** dédiés à la « gestion » illusoire des déchets nucléaires : le projet Cigéo d'enfouissement de déchets radioactifs dans le Grand Est, un projet de piscine de stockage de combustible nucléaire usé au bord de la Loire, une blanchisserie radioactive au bord de la Marne, le projet d'incinérateur de boues radioactives THOR, en région Occitanie... En échange de l'installation de ses projets mortifères, l'industrie nucléaire fait miroiter aux élus locaux infrastructures, emplois, financements de projets économiques et culturels... Mais ce que ces territoires vont récolter à moyen terme, c'est une perte d'attractivité et la dégradation de l'image des produits de leur région. Ce sera vivre avec le risque d'accident, la pollution des rejets chimiques et radioactifs, des déchets, des transports à haut risque. Et accepter la mise en péril de la santé et la sécurité des populations.

Qu'ils soient concernés par l'implantation d'une usine nucléaire à proximité ou par la construction d'un nouveau réacteur à une centaine de kilomètres, tous les territoires de France métropolitaine sont potentiellement concernés, à des degrés divers. Face à cette relance insensée, les maires et élus locaux doivent avoir leur mot à dire.

Parce que l'énergie nucléaire n'est pas une solution au changement climatique, il est indispensable d'enclencher une transition énergétique réellement écologique - c'est à dire sans le charbon ni l'atome et avec la sobriété et l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Nous vous proposons aujourd'hui d'afficher publiquement votre refus de la mise en danger de vos administrés avec la poursuite de cette industrie, et de signer la déclaration [« Je refuse, en tant qu'élu local ou candidat aux municipales 2020, l'implantation de nouveaux projets nucléaires sur nos territoires ! »](https://www.sortirdunucleaire.org/Des-elus-et-candidats-aux-municipales-s-opposent) (<https://www.sortirdunucleaire.org/Des-elus-et-candidats-aux-municipales-s-opposent>)